MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Russie et Biélorussie

Une publication du Service économique régional de Moscou
N°9 – 2 novembre 2026

Sommaire

Zoom : L'économie des plateformes 3
Russie 6
Situation macroéconomique et financière 6
Activité : stabilisation de la croissance sur les 9 mois 2026 6
Marché du travail et pouvoir d'achat : ralentissement notable de la progression des revenus réels disponibles des ménages 9
Politiques sectorielles 10
Renforcement de la coopération entre les pays exportateurs de gaz 10
Hausse de 7 % des exportations russes de pétrole 11
Sollers développe la production locale de boîtes de vitesses automatiques 11
Aeroflot envisage de porter sa commande de MS-21 à 200 appareils 12
Baisse attendue de la production de métaux de Norilsk Nickel en 2027 12
Environnement des affaires 13
Le troisième sommet « Russie-Afrique » s'est tenu à Moscou du 28 au 29 octobre 13
Relocalisations 13
Le nombre d'infractions au droit des marques a augmenté de près de 70% sur les plateformes d'e-commerce 14
Quatre crypto-bourses sont parties du marché russe en octobre 14
Biélorussie 15
Situation macroéconomique et financière 15

Investissement en capital fixe 15
Marché du travail 15
Politiques sectorielles 15
Reprise autorisée de la coopération entre Belavia et Boeing 15
Développement du parc de véhicules électriques en Biélorussie 16
Tableaux de synthèse 17
Graphiques 18

ZOOM : L'ECONOMIE DES PLATEFORMES

Les plateformes numériques occupent désormais une place structurelle dans l'économie russe, avec un volume d'affaires estimé à 18 300 Md RUB (environ 194 Md EUR) en 2025, soit 8,5 % du PIB. Leur essor s'est accompagné d'une forte concentration du marché autour de quelques grands acteurs, renforçant leur pouvoir vis-à-vis des vendeurs et prestataires. Entrée en vigueur le 1er octobre 2026, la loi n° 289-FZ instaure pour la première fois un cadre spécifique à l'économie des plateformes afin de mieux encadrer ces relations, tandis qu'un second paquet de mesures est déjà en préparation pour 2027.

I. Les plateformes numériques, une composante désormais structurelle de l'économie russe

La croissance rapide des plateformes numériques au cours des dernières années leur a conféré un poids désormais significatif dans l'économie russe. Selon une étude de la Haute École d'économie (HSE), leur volume d'affaires cumulé a atteint 18 300 Md RUB (194 Md EUR) en 2025, soit 8,5 % du PIB, un montant multiplié par six en quatre ans, tandis que plus de 12 milliards de commandes ont été passées par leur intermédiaire. Cette expansion est particulièrement visible dans le commerce en ligne : selon l'Association des entreprises du commerce sur Internet (AKIT), les ventes en ligne ont atteint 13 190 Md RUB (140 Md EUR) en 2025, dont 97 % sur le marché intérieur. Au premier semestre 2026, les ventes en ligne ont encore progressé de 18,7 % en g.a., à 7 200 Md RUB (76 Md EUR), et représentaient 22,2 % du commerce de détail.

Dans le commerce en ligne, cette progression repose très largement sur des acteurs nationaux. Les ventes transfrontalières ne représentaient que 3 % du commerce en ligne en 2025, tandis que les grandes plateformes russes ont poursuivi leur expansion. Les trois principales marketplaces (Wildberries, Ozon et Yandex Market) ont réalisé ensemble un volume d'affaires de près de 8 600 Md RUB (91 Md EUR) en 2025, en hausse de plus de 30 % sur un an. En termes de volume d'affaires, Wildberries et Ozon ont ainsi atteint des niveaux comparables à ceux des principaux groupes de distribution du pays. Leur développement s'appuie également sur une présence territoriale

croissante : la Russie comptait plus de 226 000 points de retrait de commandes début 2026, soit près de 45 % de plus en un an, tandis que près de 80 % du volume du commerce en ligne est désormais réalisé hors de Moscou et Saint-Pétersbourg.

Les plateformes constituent également un canal d'accès au marché de plus en plus important pour les entreprises. Au deuxième trimestre 2026, plus de 1,5 million de vendeurs étaient présents sur les principales plateformes russes, soit une hausse de 20,5 % sur un an. Près de 88 % d'entre eux étaient des PME. Plus de 2 millions de personnes ont par ailleurs fourni des services par l'intermédiaire de plateformes en 2025. Cette diffusion rapide a renforcé le rôle des grandes plateformes dans l'accès au marché pour de nombreux commerçants et prestataires.

II. Une concentration croissante qui renforce le pouvoir des plateformes

L'essor du commerce en ligne s'est accompagné d'une forte concentration autour des principales marketplaces. En 2025, les marketplaces généralistes représentaient 81 % des commandes et 62 % du volume des ventes du commerce en ligne russe, selon Data Insight. Wildberries et Ozon occupent une place particulièrement importante dans cet écosystème, tandis que Yandex Market constitue le troisième grand acteur du marché.

Cette concentration confère aux principales plateformes un pouvoir significatif dans la définition des conditions d'accès au marché, notamment en matière de commissions, de logistique, de promotions et de conditions contractuelles. Au deuxième trimestre 2026, selon l'Association des représentants du commerce électronique (APET), le poids moyen cumulé des commissions et des services logistiques atteignait 47,8 % du prix de base d'un produit sur Ozon, 42,7 % sur Wildberries et 40,1 % sur Yandex Market, en nette hausse sur un an. Cette hausse des coûts est particulièrement sensible pour les petits vendeurs, pour lesquels les grandes marketplaces constituent souvent un canal de distribution difficilement substituable.

Les relations entre plateformes et partenaires ont ainsi suscité des tensions récurrentes, notamment autour des modifications unilatérales des conditions contractuelles, des mécanismes de remise ou encore des restrictions d'accès aux comptes des vendeurs. Une première démarche d'autorégulation avait été engagée en novembre 2025 avec la signature d'un mémorandum de bonnes pratiques par Ozon, Wildberries et Avito. Dans ce contexte, le poids croissant des

plateformes et les tensions avec leurs partenaires ont renforcé la nécessité d'un cadre réglementaire commun.

III. Un nouveau cadre réglementaire pour rééquilibrer les relations entre plateformes et partenaires

Entrée en vigueur le 1er octobre 2026, la loi fédérale n° 289-FZ du 31 juillet 2025 établit pour la première fois un cadre juridique spécifique à l'économie des plateformes en Russie. Elle prévoit notamment la création d'un registre des plateformes numériques d'intermédiation : pour y être inscrite, une plateforme doit compter au moins 100 000 utilisateurs quotidiens en Russie et remplir au moins l'un de deux critères (plus de 10 000 partenaires actifs ou un volume annuel de transactions supérieur à 50 Md RUB). Le registre, entré en fonction le 1er octobre, comprend actuellement treize services, dont Wildberries, Ozon, Avito, AliExpress, Yandex Market ainsi que plusieurs services de livraison, de mobilité, de réservation et de travail à la demande.

Le texte encadre surtout les relations entre les plateformes et leurs partenaires. Les opérateurs doivent notamment vérifier les vendeurs et les exploitants de points de retrait, rendre accessibles les informations relatives aux principes de classement dans les résultats de recherche et ne peuvent imposer une réduction financée par le vendeur sans son accord. Les principales modifications unilatérales des contrats doivent être annoncées 45 jours à l'avance, contre 15 jours pour les autres modifications. Le texte encadre également les restrictions d'accès aux comptes des partenaires et instaure une procédure obligatoire de recours interne avant toute saisine du juge pour certaines décisions des plateformes.

Ce cadre devrait encore évoluer. Le ministère du Développement économique a présenté en septembre 2026 un deuxième paquet de mesures, dont l'entrée en vigueur est proposée pour le 1er mars 2027. Il prévoit notamment de limiter à 30 jours le délai de versement des sommes dues aux vendeurs et aux exploitants de points de retrait et de renforcer les règles relatives aux prix et aux remises. Le passage d'une logique largement autorégulée à un encadrement public plus structuré consacre ainsi le poids désormais systémique des plateformes dans l'économie russe, tout en cherchant à rééquilibrer leurs relations avec leurs partenaires.

RUSSIE

SITUATION MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE

Activité : stabilisation de la croissance sur les 9 mois 2026

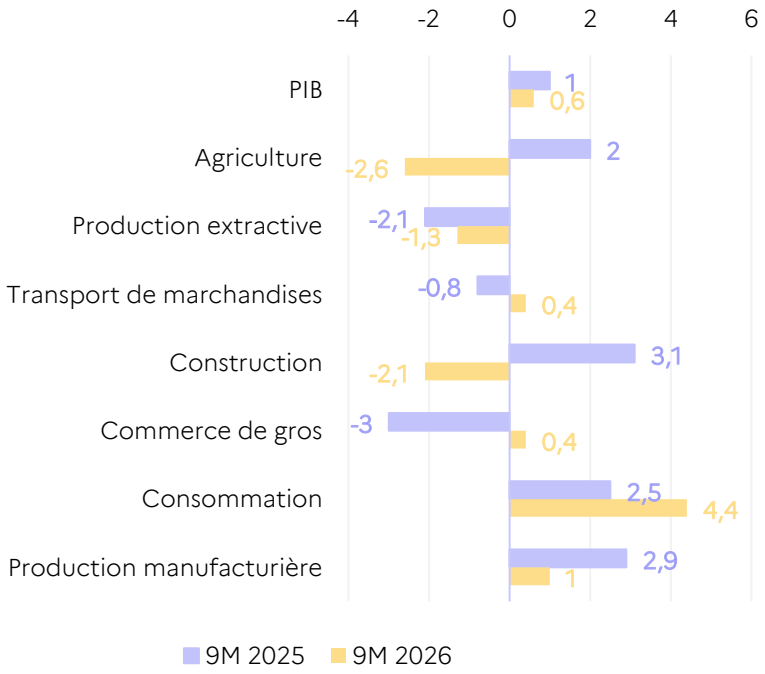
Selon une estimation préliminaire du ministère du Développement économique, le PIB a progressé de 0,6% en g.a. en janvier-septembre 2026, de 0,6% au 3e trimestre 2026 et de 0,5% en septembre.

En léger ralentissement par rapport à août (+0,8% en g.a.), l'activité de septembre repose sur la **construction** qui maintient sa reprise du mois dernier (+2,6% en g.a.), sur la **consommation** qui accélère (+3,6% en g.a., sans doute incluant l'activité de crédit de consommation avant durcissement de certains critères d'allocation[1] ; les ventes de détail progressent de 3,9% en g.a. sur le mois et de 5% sur la période) et sur le **transport de gros** (+2,2% en g.a.). **L'agriculture**, qui avait démontré une bonne performance en août liée à la saisonnalité, recule fortement (-12,3% en g.a.) tandis que le **commerce de gros** creuse son déclin (-1,9% en g.a.).

La **production industrielle** progresse quant à elle de 1,8% en septembre 2026 en g.a. (contre -0,6% en août en g.a.), de 0,5% au 3e trimestre 2026 et de 0,2% en janvier-septembre 2026. La tendance est néanmoins très polarisée par filière, avec une **industrie extractive** en recul de 4,1% sur septembre (-1,3% sur les 9 mois en g.a.) alors qu'a contrario, **l'industrie manufacturière** rebondit à 5,6% en septembre, le record mensuel depuis le début de l'année, ce qui permet de maintenir à 1% en g.a. sa croissance sur la période.

[1] Notamment restriction des critères d'allocation des prêts immobiliers subventionnés aux familles, durcissement des critères pour l'allocation de crédits à la consommation, automobile.

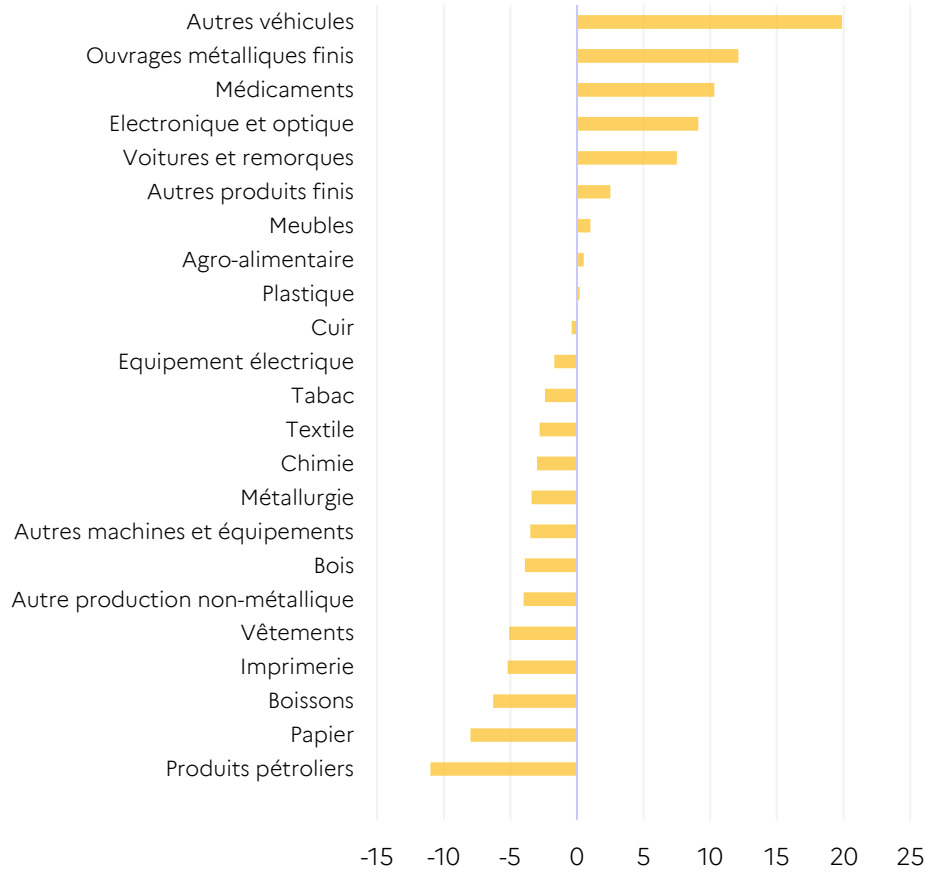
Figure 1. Variation de l'activité par secteur, %, g.a.



Source : Ministère du Développement économique.

Sur les 23 branches d'activité manufacturière recensées par Rosstat, 14 voient leur activité reculer en janvier-août 2026, et 3 sont relativement atones (entre -0,4 et 0,5% de croissance). Les secteurs croisant le **complexe militaro-industriel** affichent une croissance plus prononcée sur le mois de septembre, en lien avec des échanges de frappes aériennes intensifiés (centres de données en région, infrastructures urbaines). Ainsi, les « autres véhicules » (dont drones) progressent de 19,9% en g.a. depuis le début de l'année ; ils sont suivis des « ouvrages métalliques finis » (dont munitions) à 12,1% de croissance en g.a., et des **médicaments** qui maintiennent une hausse à deux chiffres dans le segment civil (10,3%). « L'électronique et l'optique » restent vivace également, à 9,1% de progression, tout comme les « voitures et remorques » (+7,5%) qui marquent l'écart avec le reste des filières, en hausse timide ou régression (meubles, textile, vêtements, imprimerie…).

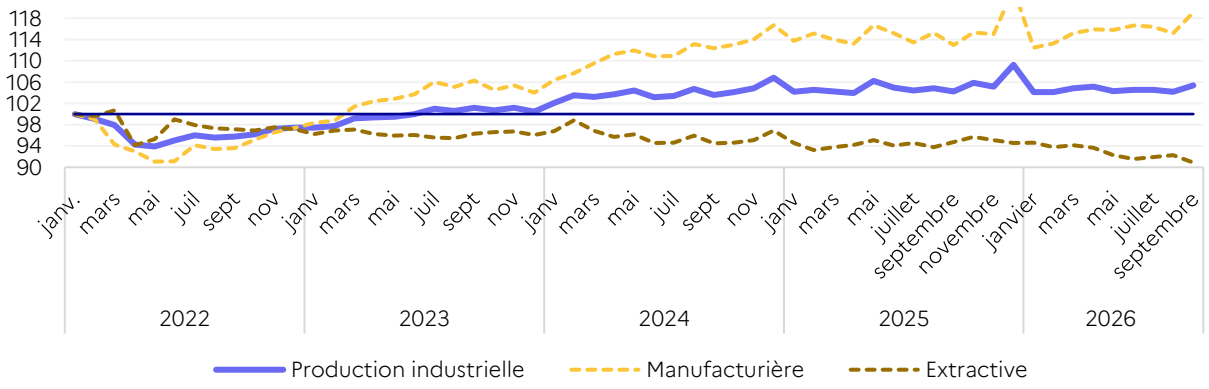
Figure 2. Variation de la production manufacturière en janvier-septembre 2026, %, g.a.



Source : Rosstat.

En mesure mensuelle ajustée des variations saisonnières, la production industrielle est repartie à la hausse avec 1,1% de croissance en septembre. Cette progression tient essentiellement à la reprise de l'industrie manufacturière (+3,4%) tandis que son pendant extractif recule après la légère amélioration de l'été (-1,5%).

Figure 3. Production industrielle de la Russie, janvier 2021 = 100



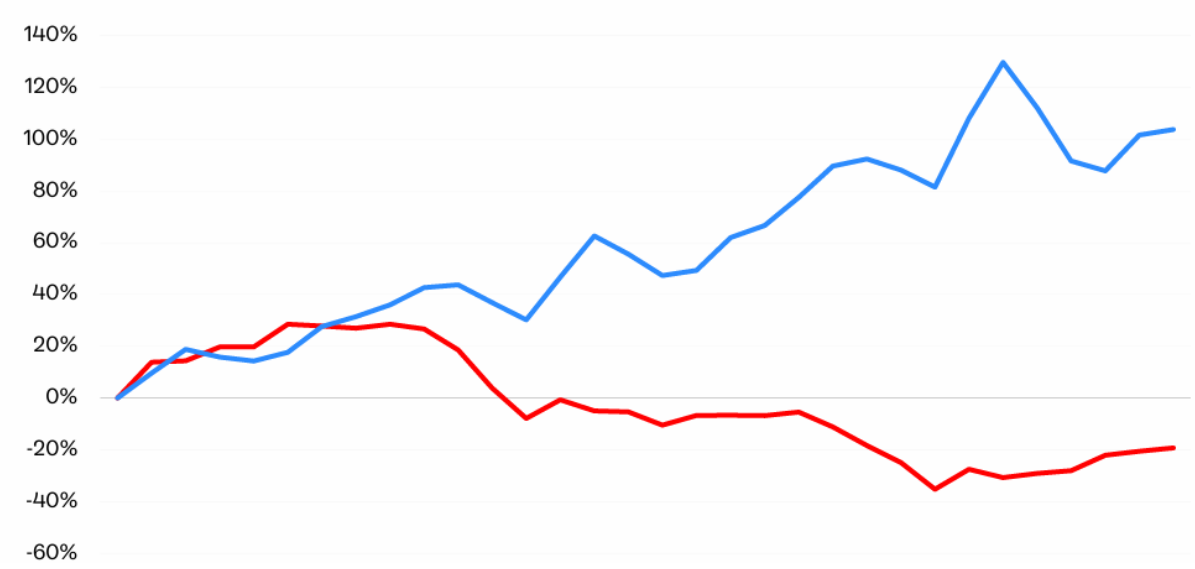
Source : Rosstat, calculs du SER.

Marché du travail et pouvoir d'achat : ralentissement notable de la progression des revenus réels disponibles des ménages

Le taux de chômage se maintient à 2,2% en septembre 2026, et à 2,2% au 3e trimestre 2026, avec de fortes disparités sectorielles ; l'indice de la plateforme hh.ru stable à 8,7[2] sur août apporte ainsi un éclairage supplémentaire à la situation. Selon le recruteur, la quantité d'emplois vacants a diminué de 13% en g.a. et de 36% par rapport à août 2024, tandis que le nombre de candidatures a progressé de 22% en g.a. et de 55% par rapport à août 2024.

En parallèle, les revenus réels disponibles des ménages ont progressé de 3% en g.a. en janvier-septembre 2026, contre une progression de 8,3% sur la même période en 2025. Cette décélération peut s'expliquer par la baisse des revenus d'activité, la remontée de l'inflation ainsi qu'une fiscalité plus importante qui érodent les revenus en réel.

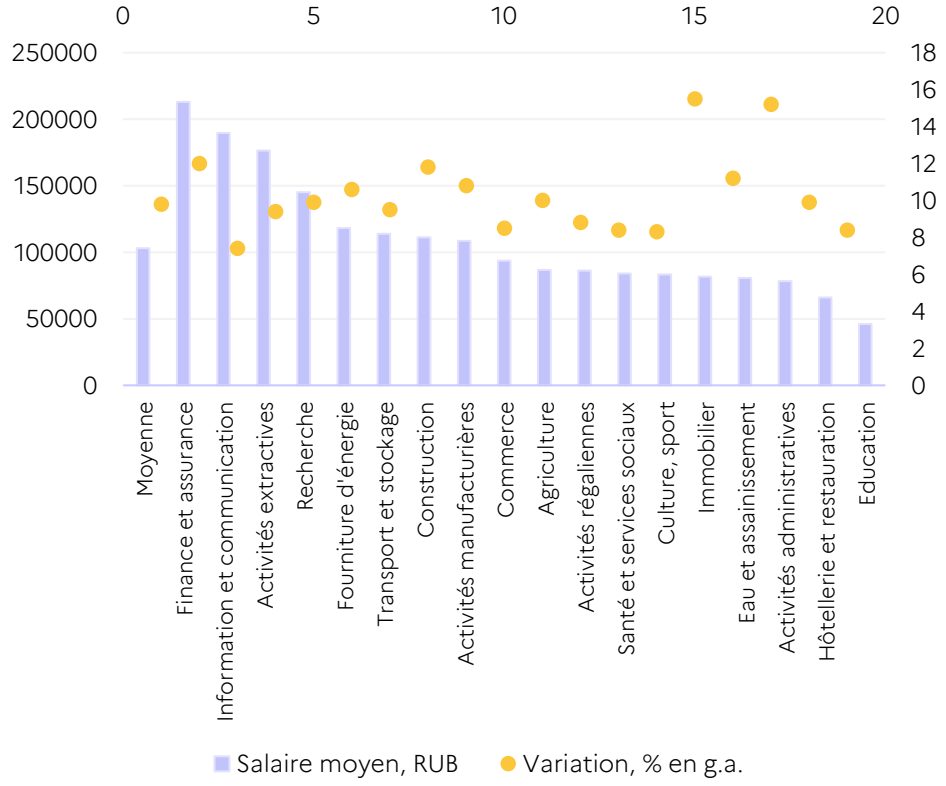
Figure 4. Evolution des candidatures et vacances d'emploi, janvier 2024 = 100 (vacances d'emploi en rouge, candidatures en bleu)



Source : hh.ru.

[2] Indice calculé en rapportant le nombre moyen de candidatures actives sur le nombre moyen d'emplois vacants : plus le coefficient est élevé, moins le recrutement est tendu.

Figure 5. Salaire mensuel moyen par secteur d'activité en août 2026, RUB



Source : Rosstat.

POLITIQUES SECTORIELLES

ÉNERGIE

Renforcement de la coopération entre les pays exportateurs de gaz

Réunis à Moscou le 27 octobre à l'occasion du huitième sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG), dont les membres détiennent environ 70 % des réserves mondiales de gaz naturel et représentent 40 % des exportations, les participants ont adopté une déclaration commune visant à renforcer leur coopération face à l'instabilité des marchés énergétiques. Selon le président russe Vladimir Poutine, la consommation mondiale de gaz, estimée à 4 200 Md m3 en 2025, pourrait atteindre 5 500 Md m3 par an d'ici le milieu

du siècle, tandis que les échanges internationaux progresseraient de 50 %, à 1 700 Md m3. Dans un contexte de perturbations logistiques et de volatilité des prix, Moscou a proposé de renforcer les consultations entre pays producteurs afin de mieux coordonner les réponses aux crises et d'optimiser les routes d'approvisionnement. La Déclaration de Moscou souligne également l'importance des contrats de long terme pour sécuriser les investissements, du développement des infrastructures gazières et de la coopération technologique. Les participants ont par ailleurs réaffirmé le rôle du gaz naturel dans la transition énergétique.

Hausse de 7 % des exportations russes de pétrole

Les exportations russes de pétrole brut et de condensat de gaz vers les pays hors CEI ont augmenté de 6,9 % sur les neuf premiers mois de 2026, pour atteindre 180 Mt, soit 4,8 millions de barils par jour, selon les estimations de l'agence Argus. Cette progression s'explique notamment par la réduction de l'activité des raffineries russes, liée à des opérations de réparation du fait des frappes ukrainiennes ou des opérations de maintenance, qui a entraîné une réorientation d'une partie du pétrole vers l'exportation. Les livraisons via le réseau de Transneft ont progressé de 5,9 %, avec une hausse de 8,6 % sur les routes occidentales et de 2,7 % vers l'Est. Les pays asiatiques, Chine et Inde, restent les principales destinations du pétrole russe.

TRANSPORT

Sollers développe la production locale de boîtes de vitesses automatiques

Le constructeur automobile russe Sollers prévoit de localiser la production de boîtes de vitesses automatiques à huit rapports, principalement destinées à ses véhicules utilitaires légers, pick-up et SUV. Le projet représente un investissement de 500 M RUB, dont 395 M RUB financés par un prêt préférentiel du Fonds russe de développement industriel. La production sera répartie entre les sites de Zavoljié, chargé de la fabrication et de l'usinage des carters, et d'Elabouga, où seront réalisées l'assemblage final et les opérations de contrôle. Le lancement de la production en série est prévu au second semestre 2027, avec une capacité pouvant atteindre 13 700 unités par

an. Dans le segment des voitures particulières, le constructeur chinois Haval (groupe Great Wall Motor) a également lancé, en septembre 2026, la production de boîtes de vitesses automatiques dans son usine de la région de Toula.

Aeroflot envisage de porter sa commande de MS-21 à 200 appareils

Le groupe aérien russe Aeroflot envisage de conclure un troisième contrat portant sur l'acquisition de 92 avions moyen-courriers MS-21, ce qui porterait à 200 appareils le volume total de ses commandes auprès des constructeurs russes. Le groupe a déjà contractualisé la livraison de 108 MS-21 entre 2027 et 2032, dont 90 dans le cadre d'un accord signé en septembre 2026 avec des entreprises du groupe public industriel Rostec. Les premières livraisons sont attendues fin 2027. Par ailleurs, Aeroflot a transporté 42,2 millions de passagers sur les neuf premiers mois de 2026, dont 74 % sur les lignes intérieures et 26 % à l'international. Le groupe revendique une part de 42,4 % du marché russe du transport aérien, compagnies étrangères comprises, et de 53 % parmi les transporteurs russes. Les liaisons avec l'Asie ont enregistré une forte croissance, notamment vers le Vietnam (+270 %), la Chine (+55 %) et l'Inde (+32 %).

INDUSTRIE

Baisse attendue de la production de métaux de Norilsk Nickel en 2027

Le groupe minier et métallurgique russe Norilsk Nickel (Nornickel), premier producteur mondial de palladium et acteur majeur des marchés du nickel, du platine et du cuivre, prévoit une baisse de sa production de métaux en 2027, voire en 2028, en raison d'importants travaux de modernisation de son usine métallurgique Nadejdinski, située à Norilsk. Le groupe prévoit notamment une reconstruction complète de l'un de ses principaux fours de fusion, dont l'arrêt devrait durer neuf mois et permettre, à terme, d'en accroître la productivité. Sur les neuf premiers mois de 2026, Nornickel a augmenté sa production de nickel de 4 %, à 146 131 tonnes, tandis que celles de cuivre et de palladium ont respectivement reculé de 0,5 %, à 311 800 tonnes, et de 4 %, à 1,9 million d'onces troy. Le groupe maintient

néanmoins ses prévisions de production pour 2026, notamment entre 193 000 et 203 000 tonnes de nickel et entre 2,4 et 2,5 millions d'onces de palladium. Selon les analystes, l'impact du chantier sur les volumes produits en 2027-2028 reste difficile à évaluer, mais pourrait être partiellement compensé par les autres installations métallurgiques du groupe.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Le troisième sommet « Russie-Afrique » s'est tenu à Moscou du 28 au 29 octobre

Ce forum économique, qui a réuni 48 délégations nationales dont 22 au niveau des chefs d'Etat, avait pour principal objectif de renforcer l'influence géopolitique, économique et sécuritaire de la Russie sur le continent africain. Le développement des échanges commerciaux était ainsi au cœur des discussions, l'objectif de Moscou étant d'atteindre un volume d'échanges de 50 milliards de dollars par an (contre 27 milliards de dollars en 2025, les exportations russes étant concentrées sur un nombre limité de produits agricoles comme le blé, ainsi que les engrais et hydrocarbures). Pour ce faire, la Russie entend recourir au rouble comme monnaie de règlement et développer des projets souverains conjoints dans les domaines de l'énergie, de l'agronomie, du transport-logistique (annonce de la création d'un pôle portuaire sur la côte orientale de l'Afrique) et des services numériques.

Relocalisations

Selon les données du ministère du Développement économique, 674 sociétés ont relocalisé leurs activités dans des zones administratives spéciales russes fin 2025. La période 2022-2024 a été la plus dense, de nombreuses sociétés ayant alors transféré leur holding depuis des juridictions étrangères (le plus souvent Chypre ou aux Pays-Bas) vers ces zones qui proposent un régime fiscal simplifié (exemption de taxes de transport et foncières ; absence de contrôle des changes ; réduction de l'impôt sur le revenu jusqu'à 5% et jusqu'à 10% sur les dividendes, intérêts et redevances versés par les sociétés internationales) ont été conçues pour accueillir des structures

contrôlées par des ressortissants russes. La toute dernière implantation concerne la chaîne de magasins de détail Dixy (détenue par Thunder, société du groupe Magnit), qui a transféré son siège social de Chypre vers la région de Kaliningrad.

Le nombre d'infractions au droit des marques a augmenté de près de 70% sur les plateformes d'e-commerce

Au cours du premier semestre 2026, la société russe BrandSecurity a recensé 320 362 cas d'infraction au droit des marques sur Internet, ce qui représente une hausse de 56,9% par rapport à la même période de 2025. Les plateformes d'e-commerce concentrent le gros de cette augmentation, avec 69,9% de progression, à l'instar des réseaux sociaux (+108,4%) et des services de messagerie instantanée (+66,3%). Cette tendance s'explique par une proportion de vendeurs étrangers prépondérante sur ces segments, proposant des marques populaires (88% dans le secteur du vêtement et des chaussures, 93% dans celui des articles de tourisme et de loisirs, 74% dans celui des produits d'entretien ménager, 72% dans les cosmétiques et parfums vendus sur *Ozon*, et 88% dans l'électronique et composants informatiques proposés par *Wildberries*[3]). D'après BrandSecurity, ces violations sont commises par des vendeurs chinois qui proposent par la suite des prix cassés.

Quatre crypto-bourses sont parties du marché russe en octobre

Le 29 octobre la crypto-bourse KuCoin a officiellement annoncé l'arrêt de ses services à ses clients russes. C'est la quatrième plateforme d'échange de cryptoactifs qui annonce son retrait de Russie au cours du dernier mois, à l'instar de Bitget, MEXC, HTX. Ces plateformes ont expliqué leur décision par la nécessité de se conformer aux exigences réglementaires mondiales, notamment celles prévues par le 21e paquet de sanctions adopté par l'UE en juillet. MEXC, Bitget, KuCoin et HTX représenteraient environ 17% du chiffre d'affaires des grandes bourses mondiales, et les investisseurs russes auraient généré 13,7% du chiffre d'affaires de HTX et 10,5% du chiffre d'affaires de MEXC.

[3] Ozon et Wildberries sont les deux plateformes d'e-commerce les plus populaires en Russie.

BIELORUSSIE

SITUATION MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE

Investissement en capital fixe

En janvier-septembre 2026, l'investissement en capital fixe a augmenté de 2,1% en g.a. en réel, contre une croissance de 15,2% sur la même période en 2025. En répartition sectorielle, 23,6% des investissements sont dirigés vers le secteur immobilier, y compris la construction des logements ; 18,8% sont destinés à la production industrielle, et 15,3% sont alloués à l'agriculture. Au niveau des sources de financement, 40,2% de cet investissement provient des fonds propres des entreprises, et 21,9% d'aides budgétaires.

Marché du travail

Le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 1,9% au T3 2026, contre 2,1% au 2e trimestre, ce qui constitue un minimum historique.

Les salaires réels ont progressé de 7,4% en septembre 2026 en g.a., et de 7,7% en janvier-septembre 2026 (8,6% en septembre 2025 et 10% en janvier-septembre 2025).

POLITIQUES SECTORIELLES

TRANSPORT

Reprise autorisée de la coopération entre Belavia et Boeing

Le ministère américain du Commerce a accordé au constructeur aéronautique Boeing une licence l'autorisant à reprendre sa coopération directe avec la compagnie aérienne biélorusse Belavia, dans le cadre de l'assouplissement progressif des sanctions

américaines. Selon le directeur général de Belavia, Igor Tcherguinets, cette autorisation permettra à la compagnie d'acheter directement auprès de Boeing des pièces détachées, des composants et des logiciels destinés à l'entretien de sa flotte existante, ainsi que d'engager des négociations pour l'acquisition de nouveaux appareils. Cette décision fait suite à un premier assouplissement des sanctions américaines en septembre 2025, intervenu dans le contexte des négociations entre Minsk et Washington. Les États-Unis avaient notamment autorisé l'entretien de huit Boeing exploités par Belavia, tout en maintenant des restrictions sur leurs vols vers la Russie et plusieurs autres pays. Les sanctions européennes visant le transporteur restent par ailleurs en vigueur.

Le représentant permanent de la Biélorussie auprès de l'ONU, Valentin Rybakov, a confirmé que le département du Commerce américain avait délivré à Boeing une licence pour interagir avec la compagnie aérienne, levant ainsi les sanctions.

Développement du parc de véhicules électriques en Biélorussie

Le parc de véhicules électriques en Biélorussie a atteint 73 500 unités à la fin du mois de septembre 2026, contre environ 50 000 au début de l'année, soit une augmentation de près de 47 % en neuf mois, selon le ministre biélorusse de l'Énergie Denis Moroz. Présentant ces résultats lors du Forum biélorusse de l'énergie et de l'environnement à Minsk, le ministre a également indiqué que le pays disposait désormais de plus de 3 000 bornes de recharge, contre un peu plus de 2 000 au début de l'année. Dans le cadre de son programme national de développement de la mobilité électrique, la Biélorussie ambitionne de porter son parc à 300 000 véhicules électriques d'ici 2030, soit environ 10 % du parc automobile national.

TABLEAUX DE SYNTHESE

CROISSANCE ET PRÉVISIONS	Variation du PIB, g.a.					Prévisions FMI, g.a.		PIB nominal		Population, M hab.
	2023	2024	2025	S1 26	9M 26	2026	2027	Md USD	Par hab., USD	2025
								2025		
Russie	4,1%	4,9%	1,0%	0,6%		0,9%	0,9%	2 588	17 972	146,1*
Biélorussie	4,1%	4%	1,3%	1,5%	2%	1,9%	1,2%	92,8	10 209	9,1

*Comprend la population des régions de Crimée et de Sébastopol, dont la France ne reconnaît pas l'annexion par la Russie.

ACTIVITÉ	Production industrielle, g.a.			Ventes de détail, g.a.			Chômage		
	2025	S1 2026	9M 2026	2025	S1 2026	9M 2026	2025	T1 2026	T2 2026
Russie	1,3%	0,4%		2,6%	5,4%		2,2%	2,2%	2,2%
Biélorussie	1,8%	-0,7%	0,5%	6,6%	7,6%	8,7%	2,5%	2,3%	2,1%

POLITIQUE MONÉTAIRE	Inflation annuelle						Cible d'inflation	Taux directeur	
	Avr-26	Mai-26	Juin-26	Juil-26	Août-26	Sept-26		Actuel	Depuis
Russie	5,6%	5,3%	6%	5,98%	6,33%	6,35%	4%	14%	Juil-26
Biélorussie	5,4%	4,8%	4,3%	4,4%	4,5%	4,6%	6%	9,25%	Juin-26

ENDETTEMENT ET RÉSERVES	Dette publique (% PIB)			Dette extérieure (% PIB)			Réserves de change Md USD/Mois d'importation		
	01/04/26	01/07/26	01/09/26	01/01/26	01/04/26	01/07/26	01/04/26	01/07/26	01/10/26
Russie	16,4%	17,1%	17,5%	12,6%	11,6%	11,8%	767,5*	721,7*	731,8*
Biélorussie					37,5%	35%	15,2/3,5	14,2/3,3	14,6/3,1

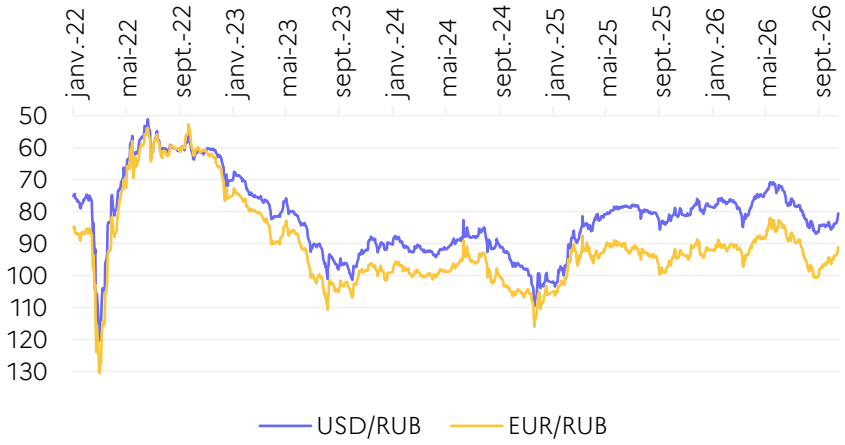
*Dont avoirs en devises gelés depuis février 2022 dans le cadre des mesures restrictives adoptées contre la Russie

FINANCES	Solde courant, % PIB*					Solde budgétaire, % PIB*			
	2024	2025	T1 2026	S1 2026	Md USD**	2024	2025	S1 2026	9M 2026
Russie	2,5%	2%	1,8%	2,6%	34,1	-1,7%	2,6%	-2,5%	-2,2%
Biélorussie	-2,6%			-3,1%	-1,6	0,3%			

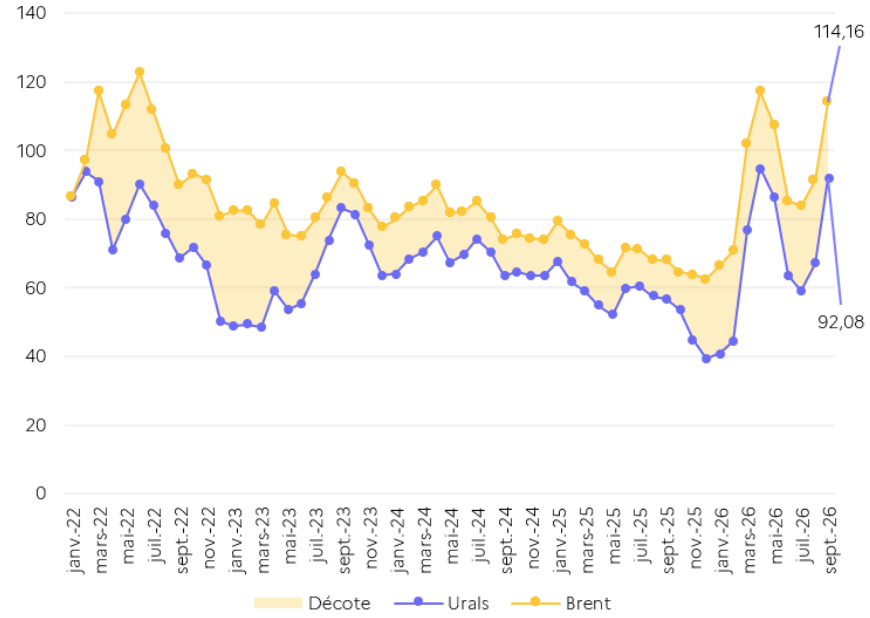
*En proportion sur l'année **dernière période disponible

GRAPHIQUES

TAUX DE CHANGE
(échelle inversée)



COURS PETROLIERS (USD/baril)



Sources : Banque de Russie, EIA

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Les données statistiques figurant dans cette publication sont fournies à partir d'informations publiques, à but strictement informatif. Le Service économique ne saurait être tenu responsable de leur exactitude et fiabilité.

Responsable de la publication : daniel.gallissaires@dgtresor.gouv.fr
Rédaction : Service économique régional de Moscou et contribution de l'Ambassade de France en Biélorussie

Pour s'abonner : Moscou@dgtresor.gouv.fr